



UCAD : Journée d'hommage aux martyrs

Ucad : Journée d'hommage aux martyrs

Les étudiants de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ont décrété, ce lundi 31 janvier 2022, une journée noire dans l'enceinte des campus de l'université pour rendre hommage à leur camarade Balla Gaye, tué le 31 janvier 2001, par les forces de l'ordre dans des manifestations. Idem pour Bassiour en 2014 et Fallou Sène en 2018 à l'Ugb.

Ces étudiants réclament toujours que justice soit rendue dans cette affaire. " C'est un moment de recueillement, de prières et surtout de rappeler également à l'opinion publique la situation délétère que vivent les étudiants dans les différents campus surtout quand il y a mouvement.

Il faut préciser que l'université n'est pas un champ de bataille où chaque deux et trois ans on constate des étudiants tués pour des revendications légitimes. Il est temps d'interpeller les autorités pour que justice puisse être faite pour notre camarade Balla Gaye, tué depuis 2001, qui a laissé aujourd'hui une famille qui court derrière une justice qui n'est toujours pas faite", s'insurgent les étudiants.

Président de l'Amicale des étudiants de la Faculté des lettres, Steven Dame Sène regrette, sur Rfm, ce manque de volonté. « Nous avons constaté dans toutes les universités que quand il y a décès d'un étudiant, il n'y a pas de justice », s'indigne-t-il.

https://www.seneweb.com/news/Economie/hommage-a-l-etudiant-balla-gueye-journee_n_370354.html



Ecole Supérieure Polytechnique : 140 millions Fr CFA de la Chine pour faciliter l'insertion des diplômés

« Un enseignement supérieur technique en Afrique pour une main d'œuvre technique innovante ». Telle est l'ambition de la phase III du fonds-en-dépôt Chinois (CFIT) né d'un accord entre la République populaire de Chine et l'UNESCO. Ce projet qui intervient dans 6 pays africains et vise à renforcer la capacité des établissements d'enseignement supérieur afin que leurs méthodes de formation répondent davantage aux exigences du marché de l'emploi. Au Sénégal, l'école supérieure de polytechnique de Thiès et l'école polytechnique de l'UCAD sont les bénéficiaires de ce programme. « L'objectif de ce projet est d'améliorer l'employabilité des sortants de nos écoles d'ingénieurs, qu'ils soient vraiment dotés de l'ensemble des compétences techniques, ingénieurs », a expliqué le coordonnateur national du projet, Olivier Sagna. Prévu pour une durée de 3ans (2022-2024), le CFIT III-ESP est financé à plus de 140 millions de CFA par la Chine. La finalité de ce programme, c'est de réduire le déphasage entre l'enseignement théorique dispensé et la pratique du milieu professionnel. En définitive, ce financement servira à améliorer les programmes d'études de l'établissement avec un point d'orgue l'immersion des apprenants dans des entreprises partenaires.

https://www.seneweb.com/news/Education/ecole-superieure-polytechnique-de-l-rsqu_n_370724.html



Crise scolaire : La Cosydep monte au créneau

La crise que vit l'école sénégalaise interpelle tous les acteurs. Hier, dans un communiqué reçu à "EnQuête", c'était autour de la Cosydep de monter, une fois encore, au créneau. Elle regrette, dans sa note, que cette "année scolaire 2021-2022 entame laborieusement son deuxième trimestre dans un contexte marqué par des turbulences liées à des grèves déclenchées par les syndicats d'enseignants, avec une succession de débrayages, de grèves totales et de manifestations de rue ; des manifestations d'apprenants provoquant des affrontements entre élèves et forces de l'ordre".

A cela s'ajoutent le "déficit de dialogue sincère entre les principaux acteurs, du fait de l'actualité politique marquée par le dénouement des élections locales et la projection vers les Législatives, l'imminence des élections syndicales qui absorbent les organisations d'enseignants et des exigences de mise aux normes de l'environnement des apprentissages, d'une meilleure prise en charge des sous-secteurs négligés et du droit à l'éducation sans exclusion", toujours d'après la note.

Pourtant, cette situation aurait pu être évitée. Des acteurs, dont la Cosydep, avaient diagnostiqué le mal et trouvé des solutions. À travers ce qu'elle appelle "Yobelu vacances", "Nos vacances pour l'école", la Cosydep avait alerté. Elle se désole d'ailleurs que ses conclusions "n'aient pas été exploitées à temps pour juguler les risques de turbulences, susceptibles d'entraîner le blocage du fonctionnement de l'institution scolaire".

<https://www.enqueteplus.com/content/crise-scolaire-la-cosydep-monte-au-cr%C3%A9neau>



Actualité internationale

Université payante : Les questions que soulève le débat



Une réforme “systémique” des universités françaises pour les rendre plus “professionnalisantes”. C’est ce qu’Emmanuel Macron a annoncé vouloir mettre en place, le 13 janvier dernier, en clôture du Congrès de la conférence des présidents d’universités. Depuis, le débat s’est installé. Christine Musselin, directrice de recherche au CNRS et spécialiste de la transformation de l’enseignement supérieur, répond aux questions de Capital.

La situation est très variée selon les pays. Au Danemark et en Allemagne, par exemple, il n’y a aucun droit d’inscription. À l’opposé, il y a le système des États-Unis, avec des établissements très onéreux. Les étudiants n’étant pas originaires de l’État où se situe l’université doivent payer plus cher, avec des montants qui peuvent dépasser 40.000 euros par an, si l’on prend en compte le coût des logements étudiants.

Un autre modèle existe en Grande-Bretagne, où les droits d’inscription ont d’abord été introduits pour les étudiants étrangers, qui payaient “plein-pot”. Ils ont ensuite été élargis aux nationaux, avec d’abord un coût de 1.000 livres par an mis en place à la fin des années 1990, puis de 3.000 livres à partir de 2006 et enfin de 9.000 livres depuis 2012 (soit plus de 10.800 euros, selon le cours actuel, ndlr).

<https://www.capital.fr/economie-politique/universite-payante-les-questions-que-souleve-le-debat-selon-christine-musselin-directrice-de-recherche-au-cnrs-1427093>

France : Les universités cherchent à peser sur la présidentielle

Aurait-on parlé d’enseignement supérieur pendant la campagne présidentielle si le chef de l’Etat n’avait prononcé une phrase laissant entendre qu’une hausse des droits d’inscription serait la bienvenue ? « *Je n’ai jamais dit ça, contrairement à ce que j’ai pu lire partout dans la presse* », a asséné Emmanuel Macron lors d’un déplacement dans un lycée agricole de la Creuse, le 24 janvier, rejetant toute velléité d’augmenter « le prix » payé par les étudiants pour s’inscrire à l’université. Les présidents d’université, eux, étaient restés cois, un peu gênés d’avoir été « la force invitante » ayant généré une telle « tornade », glisse un témoin. « *Nous avons eu une réunion plénière après le discours pour débriefer*, confie un président. *J’étais de ceux qui estimaient nécessaire de réagir. Bon nombre parmi nous trouvons que le débat n’est pas là : les droits d’inscription ne sont pas la solution au problème de financement que rencontrent nos établissements.* » Emmanuel Macron a-t-il voulu lancer un ballon d’essai ? « *C’est potentiellement une fausse bonne idée qui pourrait mettre des millions de jeunes dans la rue, tranche François Germinet, président de CY Université et à la tête de la commission formation et insertion professionnelle de France Universités (anciennement la Conférence des présidents d’universités).* »



https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/02/01/presidentielle-2022-les-universites-cherchent-a-peser-dans-la-campagne_6111822_3224.html

Afghanistan : Une timide réouverture des universités



C’est un symbole ténu, mais un symbole tout de même. Mercredi 2 février au matin, les universités publiques ont pu rouvrir dans six provinces d’Afghanistan, pour la première fois depuis la chute de Kaboul et le retour des Talibans au pouvoir il y a presque six mois. Quelques dizaines d’étudiantes ont donc été autorisées à venir dans les facultés. Jusqu’à présent, seules les écoles supérieures privées - une centaine environ - avaient pu reprendre les cours progressivement depuis septembre.

Cependant, les conditions d’accès des femmes aux universités sont strictes. Elles sont séparées des hommes. Les femmes ont cours le matin et les hommes l’après-midi car les Talibans considèrent que “la co-éducation des hommes et des femmes n’est pas conforme à la loi islamique”. Par ailleurs, elles doivent porter la burqa ou le niqab pour aller en cours et l’entrée des universités est gardée par des hommes en armes.

Si les universités du Sud et de l’Est du pays, notamment dans les grandes villes de Jalalabad et de Kandahar, ont pu reprendre leurs cours, il ne s’agit que d’une petite partie de ce pays qui compte 38 millions d’habitants et plus de 30 provinces. La réouverture dans les autres régions, en particulier à Kaboul, est théoriquement prévue pour la fin février.

[https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/en-afghanistan-une-timide-reouverture-aux-femmes-dans-les-universites_4921715.html#xtor=RSS-3-\[societe\]](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/en-afghanistan-une-timide-reouverture-aux-femmes-dans-les-universites_4921715.html#xtor=RSS-3-[societe])

UQAM : Des étudiants vulnérables en cas de conflit avec leur professeur



Dans son rapport 2020-2021, la protectrice universitaire de l’UQAM, Me Dominique Demers, souligne que la question a déjà « fait l’objet de nombreuses discussions et recommandations » dans le passé par son prédécesseur. « Après moins d’un an en fonction, je constate qu’il y a également lieu que j’intervienne sur ce sujet. » Les difficultés relationnelles que vivent les étudiants avec les professeurs qui dirigent leurs recherches sont « les dossiers les plus longs, complexes et délicats à traiter depuis [son] arrivée », particulièrement au doctorat, écrit-elle. Les étudiants qui ont interpellé la protectrice de l’UQAM à propos de ces questions « hésitent à autoriser une intervention auprès de leur direction de programme, de peur de mettre en péril la poursuite de leurs études », par « crainte de représailles, de perte de financement et de stigmatisation ». « À l’image de plusieurs autres universités, l’UQAM devrait se doter d’outils favorisant le traitement efficace et équitable des difficultés relationnelles et académiques propres aux études de cycles supérieurs », est-il encore écrit dans le rapport annuel.

<https://www.lapresse.ca/actualites/education/2022-01-30/cycles-superieurs-a-l-uqam/des-etudiants-vulnerables-en-cas-de-conflit-avec-leur-professeur.php>